



SOMMAIRE

- 1- La compétitivité de la France en 2007
- 2- Environnement international et commerce mondial en 2007
- 3- La facture énergétique en 2007
- 4- Les grands contrats de biens d'équipement civils dans les pays émergents en 2007
- 5- Les échanges de produits agroalimentaires en 2007
- 6- Les échanges automobiles en 2007
- 7- Les ventes d'airbus en 2007
- 8- Les échanges de services de la France 2007
- 9- La France et l'investissement direct international
- 10- Nos exportations vers les pays pilotes et vers les pays prioritaires en 2007
- 11- Nos exportations vers l'Union Européenne en 2007
- 12- Evolution des parts de marché dans le monde de la France et de ses partenaires de l'OCDE depuis 1990



LA COMPETITIVITE DE LA FRANCE EN 2007

En 2007, l'appréciation de l'euro a pesé sur la compétitivité-coût de nos exportateurs vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux, un peu moins la compétitivité-prix en raison des importants efforts de marge consentis.

1/ Le taux de change effectif nominal de la France enregistre une appréciation marquée en 2007 sous l'effet de la hausse de l'euro (cf. graphique 1 en annexe)

L'euro s'est sensiblement apprécié en 2007 vis-à-vis de la plupart des devises. La monnaie européenne a poursuivi sa progression face au dollar (+10,3 % en glissement annuel en décembre, après +11,4 % en 2006) et au yen (+5,6 % après +10,1 %). Elle s'est, en outre, orientée cette année en hausse contre la livre (+7,1 % après -0,9 %). En décembre 2007, la parité euro-dollar atteint ainsi un nouveau point haut, proche de 1,50 \$, à plus de 70 % au-dessus du point bas d'octobre 2000. Contre la devise nipponne, l'appréciation depuis le creux de fin 2000 atteint 77 %.

En conséquence, le taux de change effectif nominal de la France vis-à-vis de ses 42 principaux partenaires commerciaux a marqué une nouvelle hausse en 2007, à +2,3 % en moyenne annuelle (+0,1 % en 2006), soit un mouvement relativement limité compte tenu du poids de la zone euro dans nos échanges¹.

2/ Cette appréciation de l'euro entraînerait un nouveau fléchissement de la compétitivité-prix de la France (cf. graphique 2)

En 2007, la compétitivité-prix de la France par rapport aux partenaires de l'OCDE, qui s'était stabilisée au 1^{er} semestre, fléchissait de -0,8 %. On peut noter, dans une perspective de plus long terme, que la compétitivité-prix de la France par rapport aux pays de l'OCDE demeurerait satisfaisante : elle s'inscrirait au 2nd semestre 2007 à un niveau supérieur à sa moyenne de 6,4 % depuis 1980 et de 3,3 % depuis 1990.

Avertissement : les résultats présentés dans cette note se fondent généralement sur des estimations provisoires jusqu'au 3^e trimestre 2007 et des prévisions concernant le 4^e trimestre 2007

¹ La hausse du taux de change effectif pour la France est de moindre ampleur que celle des principales monnaies que sont le dollar, le yen ou la livre. Ceci résulte, d'une part, du fait que l'euro représente près de la moitié (46,6 %) de la pondération du taux de change effectif de la France. D'autre part, certaines autres devises ont connu une appréciation face à l'euro (Europe centrale, Canada, Brésil, Turquie, Norvège notamment).

3/ La compétitivité-coût marquerait également un repli sous l'impact du change (cf. graphique 2)

Au 2nd semestre 2007, la compétitivité-coût par rapport aux pays de l'OCDE serait en nouveau recul. Au total, la variation en moyenne annuelle s'établit à -2,7 %. Cette nouvelle dégradation au 2nd semestre serait intégralement due à l'effet change.

La tendance à une moindre dégradation de la compétitivité-prix par rapport à celle de la compétitivité-coût pourrait indiquer un renforcement de l'effort relatif de marge de la part des exportateurs français², qui s'observe notamment vis-à-vis des partenaires de la zone euro.

4/ Les autres principaux partenaires de la zone euro verraient également leur compétitivité affectée par l'impact du change en 2007 (cf. graphiques 3 et 4)

Après les sensibles progressions observées depuis 2003, l'Allemagne enregistrerait une inflexion en matière de compétitivité-coût, la compétitivité-prix suivant des évolutions voisines de celle de la France. L'Italie et l'Espagne, pour leur part, verraient leurs positions continuer de se détériorer.

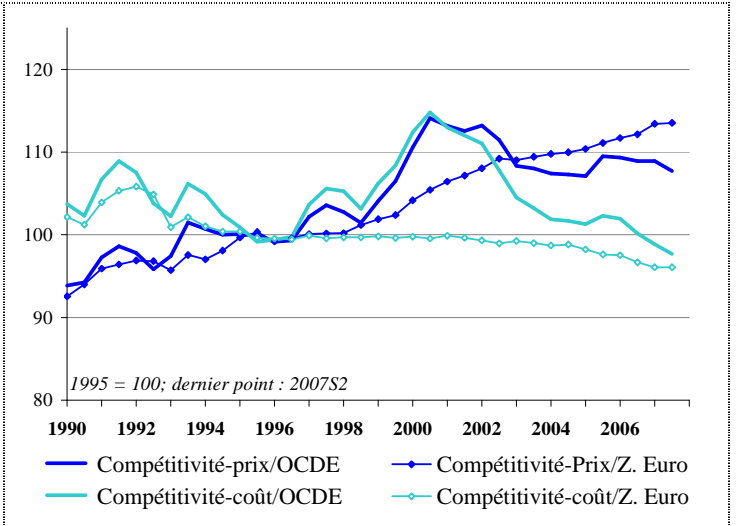
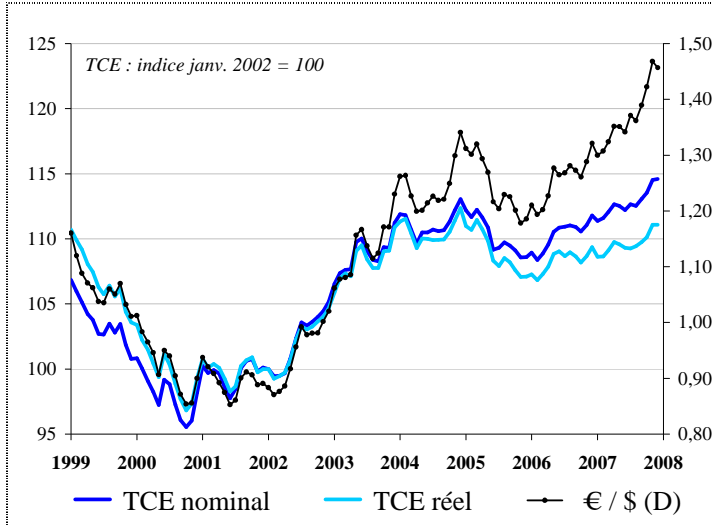
La compétitivité de l'Allemagne à la fin de 2007 s'établirait néanmoins au-dessus de sa moyenne depuis 1990 en termes de prix (+2,8 %) et toujours sensiblement au-dessus en termes de coût (+9,2 %). Pour l'Italie comme pour l'Espagne, la compétitivité s'inscrit depuis plusieurs années dans une tendance persistante à l'érosion et se situerait nettement au-dessous du niveau moyen depuis 1990, soit pour l'Italie à -26,3 % en matière de prix et -10,5 % en matière de coût, et pour l'Espagne à -9,4 % pour les prix et -12,3 % pour les coûts.

² L'effort relatif de marge est le rapport de la compétitivité-prix sur la compétitivité-coût : une hausse correspond à un renforcement de l'effort relatif de marge.

France : taux de change effectif et compétitivité

Gr. 1 : Taux de change effectifs (TCE) de la France et taux de change euro-dollar

Gr. 2 : Compétitivité par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro



Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays. Le taux de change effectif réel est déflaté par les prix à la consommation de ces pays. Une hausse correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France.

Source : données Datastream, calculs DGTPE.

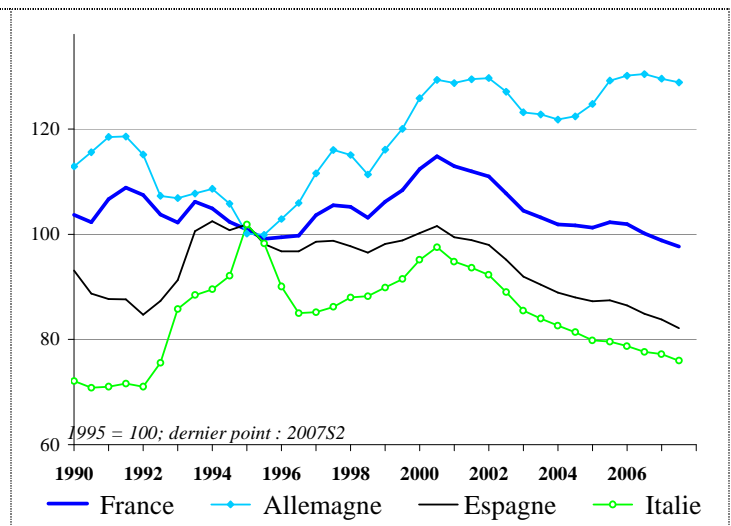
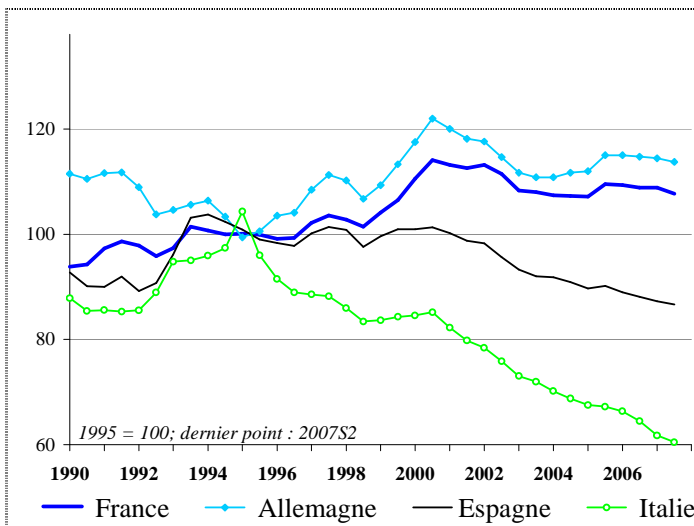
La compétitivité est définie comme le rapport des prix d'exportation (ou des coûts salariaux unitaires) étrangers aux prix (ou coûts) français, exprimés dans une monnaie commune. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité.

Source : données OCDE, calculs DGTPE.

Compétitivité de la France et des principaux partenaires de la Zone euro par rapport aux pays de l'OCDE

Gr. 3 : Compétitivité - prix à l'exportation

Gr. 4 : Compétitivité - coût



Données : Prix unitaires à l'exportation des biens et services : OCDE Perspectives Economiques. Calculs : DGTPE.

Données : Coûts salariaux unitaires ensemble de l'économie : OCDE Perspectives Economiques. Calculs : DGTPE.



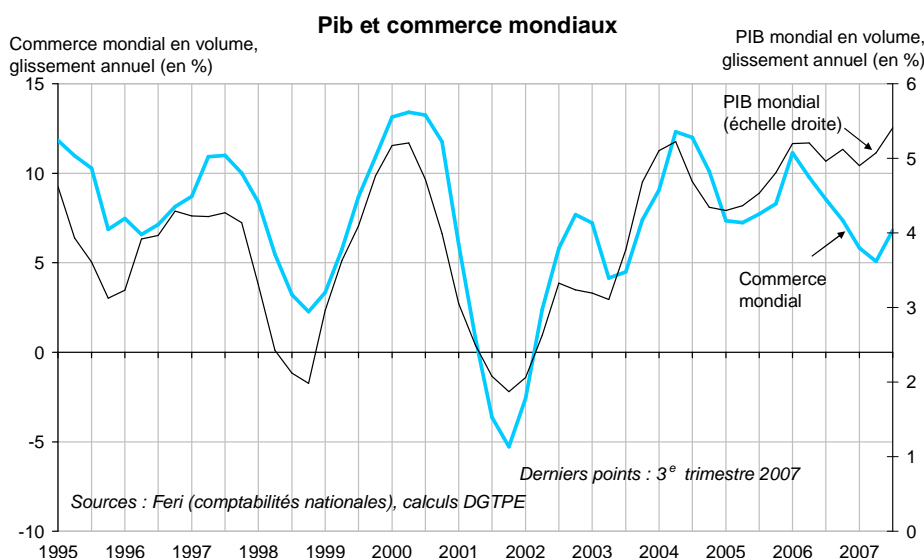
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET COMMERCE MONDIAL EN 2007

Malgré une situation conjoncturelle défavorable aux États-Unis (retournement du marché immobilier et ralentissement des importations), l'économie mondiale est restée dynamique au cours des trois premiers trimestres de 2007 sous l'effet notamment d'une croissance toujours relativement vigoureuse en Europe et en Asie émergente.

La croissance en zone euro a été principalement soutenue par de forts investissements et un commerce extérieur encore dynamique. Pour la 2^e année consécutive, la croissance européenne devrait être plus forte en 2007 qu'aux États-Unis. Au Japon, l'embellie observée fin 2006-début 2007 a été mise à mal mi-2007, avec notamment un recul de l'activité au 2^e trimestre (croissance du PIB de -0,5%) en raison du recul des investissements. Dans le même temps, l'Asie émergente a conservé le rythme de croissance exceptionnel qu'elle avait atteint en 2006, tirée par l'essor chinois.

Le commerce mondial en revanche a poursuivi en 2007 la décélération qu'il avait amorcée en 2006, en lien avec le ralentissement continu des importations américaines. La demande mondiale adressée à la France a été moins touchée que le commerce mondial grâce à la dynamique interne de la zone euro et au poids direct limité des États-Unis pour les exportations françaises (8%).

La croissance mondiale devrait ralentir en 2008. La zone euro devrait toutefois continuer à bénéficier d'un dynamisme interne avec notamment la consommation des ménages (conséquence de la baisse du taux de chômage).



Source : Comptes nationaux, calculs DGTPE

1/ La croissance mondiale est restée dynamique en 2007

Fin 2006, les débuts du retournement immobilier aux États-Unis faisaient craindre un ralentissement de la croissance américaine, qui risquait de se transmettre au reste du monde. Au contraire, la croissance a globalement été dynamique dans le monde tout au long de l'année 2007 :

- La croissance américaine a finalement été relativement forte, le ralentissement mesuré de la demande intérieure (la consommation a été très résiliente) étant plus que compensé par la vigueur de la demande mondiale (contribution de l'extérieur de 0,3 et 0,4 point de PIB aux 2^e et 3^e trimestres 2007). A noter que les exportations américaines ont de plus été soutenues au 2^e semestre 2007 par la dépréciation du dollar.
- En zone euro, les conditions favorables de financement pour les entreprises et la poursuite de la baisse du taux de chômage ont permis à la croissance de rester dynamique, et ce malgré le choc de TVA en Allemagne au 1^{er} janvier 2007.
- L'Asie émergente, notamment sous l'impulsion de la Chine, a continué à connaître une croissance forte tirée avant tout par le dynamisme des exportations, mais aussi par une demande intérieure en accélération.
- En Amérique latine, l'activité est restée vigoureuse grâce à la fois à une forte demande intérieure (stimulée par une politique monétaire, et parfois budgétaire, accommodante) mais aussi à la forte croissance des prix des matières premières.

Ce dynamisme pourrait toutefois être affecté à la fois par les turbulences sur les marchés financiers, mais également par le ralentissement attendu de l'économie américaine sous l'effet d'une crise dans l'immobilier qui semble s'être amplifiée au cours du 2nd semestre 2007. Sous l'hypothèse d'un ralentissement qui resterait mesuré de l'économie américaine, la dynamique interne de la zone euro et des pays émergents devrait toutefois garantir à la croissance mondiale un ralentissement seulement modéré.

2/ Le rythme de croissance du commerce mondial a malgré tout diminué en 2007, sous l'effet du ralentissement des importations américaines

Si l'activité est parvenue à rester dynamique aux États-Unis (en partie grâce aux exportations) malgré la consolidation dans l'immobilier, ce n'est pas le cas des importations, qui ont poursuivi sur la tendance à la décélération débutée en 2006. Au 1^{er} semestre 2007, s'est de plus ajouté le fort ralentissement de la demande intérieure en Allemagne (effet TVA). Au total, le commerce mondial a donc ralenti en 2007.

Suivant ce même profil, la demande mondiale adressée à la France a fortement ralenti en 2007, après une année 2006 il est vrai historiquement exceptionnelle.

ANNEXE

Tableau 1 : Évolution des PIB en volume

PIB	2005	2006	2007 (p)	2007		
				T1	T2	T3
Taux de croissance en %, données cjo-cvs						
OCDE	2,6	3,1	2,7			
Union Européenne (à 25 pays)	1,7	2,9	2,7	0,8	0,4	0,7
Royaume-Uni	1,8	2,8	3,1	0,8	0,8	0,6
Zone Euro	1,6	2,9	2,6	0,8	0,3	0,8
États-Unis	3,1	2,9	2,2	0,2	0,9	1,2
Japon	1,9	2,2	1,9	0,8	-0,5	0,4
Amérique Latine ¹	4,6	5,2	5,1	0,9	1,5	1,5
Asie émergente ²	8,6	9,3	9,7	2,7	2,6	1,9
PECO + Russie	5,7	6,4	6,4	-0,6	2,9	1,3
Monde						
- agrégat DGTPE ³	4,5	5,1	5,1	1,2	1,4	1,3 (p)
- FMI	4,8	5,4	5,2			

Sources : Comptabilités nationales sauf 2007T3 monde (prévisions DGTPE) et 2007. Pour 2007 : prévisions OCDE perspectives⁸², sauf pays émergents et union européenne (prévisions DGTPE) et monde (DGTPE et -FMI World Economic Outlook octobre 2007).

Tableau 2 : Évolution des importations de biens⁴ en volume

Importations	2005	2006	2007 (p)	2007			Moyenne 1991-2005
				T1	T2	T3	
Taux de croissance en %							
Zone Euro ⁵	5,7	8,8	6,1	1,4	0,0	3,0	5,7
Royaume-Uni	7,3	11,8	-4,2	-0,5	-0,7	6,0	5,7
États-Unis	6,6	6,0	1,9	1,0	-0,7	1,2	8,4
Japon	5,8	4,2	1,5	1,0	0,7	-0,2	3,8
Amérique Latine ⁶	11,0	17,7	19,5	4,2	3,0	8,6	8,1
Asie émergente	10,0	11,2	8,6	1,7	2,9	2,3	12,4
PECO +Russie	9,5	18,4	18,3	2,3	3,3	4,8	13,0
Commerce mondial							
DGTPE ⁷	7,6	9,3	6,2	1,3	0,9	2,8	7,6
FMI ⁸	7,5	9,2	6,6				
OCDE ⁹	6,3	7,2	3,9				

Source : Comptabilités nationales (sauf 2007 : prévisions DGTPE), calculs DGTPE

¹ Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Venezuela

² Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour, Taïwan, Corée, Hong-Kong.

³ Calcul sur une sélection de pays représentant 83% du PIB mondial en PPA en 2003, permettant un suivi trimestriel.

⁴ Sauf quelques pays dont Japon, Chine, Russie, Amérique Latine.

⁵ Y compris commerce intrazone.

⁶ Argentine et Brésil

⁷ Croissance des importations d'une sélection de pays représentant 90% du commerce mondial en 2003 et permettant un suivi trimestriel

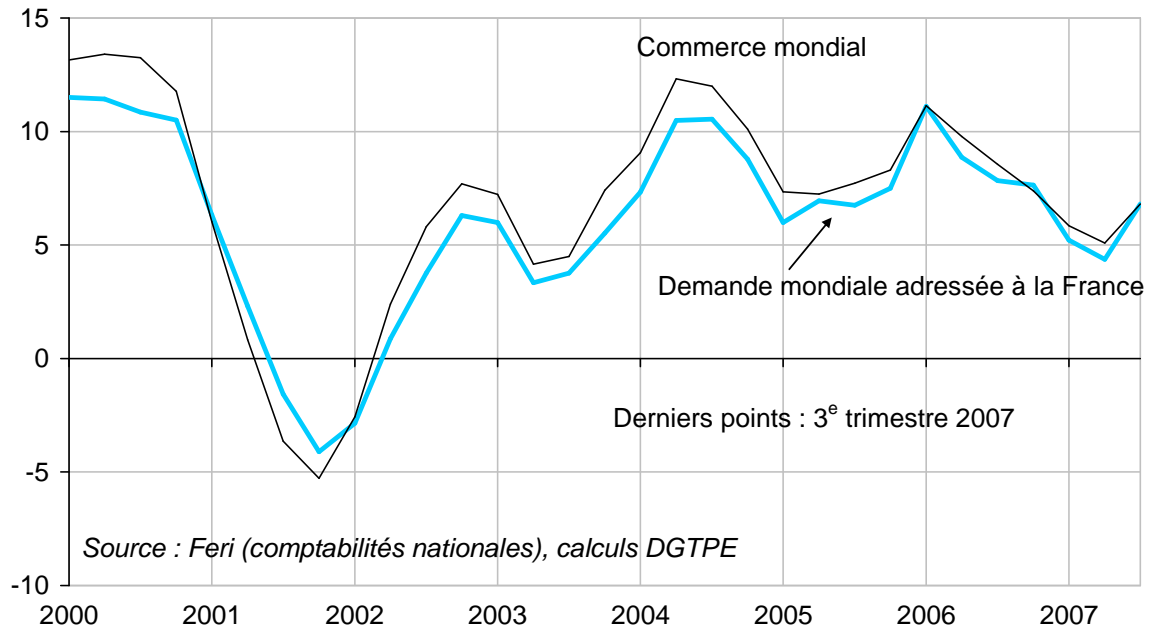
⁸ Croissance des importations et des exportations, source : World Economic Outlook septembre 2006

⁹ Croissance de la moyenne des importations et des exportations de biens et services, source : Perspectives 80, novembre 2006

Graphique :

Commerce mondial et demande mondiale adressée à la France

Glissement annuel (en %)





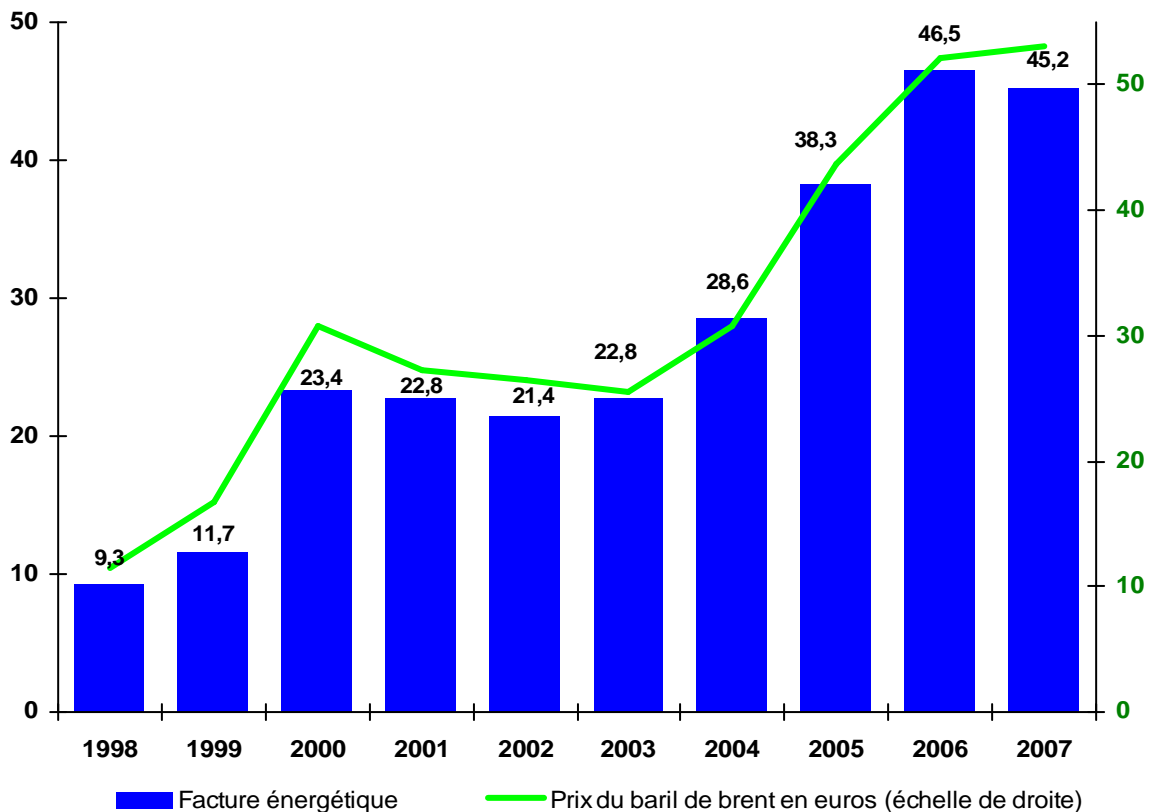
FACTURE ENERGETIQUE EN 2007

La facture énergétique pèse beaucoup sur le déficit commercial, en particulier depuis 2004. Après avoir atteint un pic en 2006, la facture énergétique reste soutenue en 2007 (45,2 Mds€).

La hausse de l'euro (+9 %) a néanmoins permis de limiter le renchérissement du baril de brent en dollars (celui-ci est passé de 65,4 \$/bl en moyenne en 2006 à 72,7 \$/bl en 2007, soit +11 %) et au total, le baril de brent exprimé en euro a ainsi crû de 2 % en 2007.

De plus, les volumes importés ont été réduits (-3,4% en valeur), en partie grâce à des températures clémentes en début d'année 2007, ce qui a permis de contenir la facture énergétique.

Facture énergétique en Mds d'euros et baril de brent en euros





LES GRANDS CONTRATS DE BIENS D'ÉQUIPEMENT CIVILS DANS LES PAYS ÉMERGENTS EN 2007

En 2007, les grands contrats de ventes de biens d'équipement signés par les entreprises françaises dans les pays émergents ont dépassé le montant de 2006 et ont même battu le record historique de 2005, à environ 37 Mds d'euros¹.

Les grands contrats vers les pays émergents ont représenté environ 9 % de la valeur de nos exportations en 2007 et près de 40 % des seules ventes de biens d'équipement².

- **Après le record atteint en 2005, l'ensemble des grands contrats signés dans le monde dans le secteur aéronautique est en hausse en 2007 et atteint un niveau record (22,9 Mds€, contre 16,1 Mds en 2006).** Ce rebond s'appuie surtout sur la forte progression de nos contrats signés dans les pays émergents (passés de 7,8 Mds€ en 2006 à 13,6 Mds en 2007). Les pays émergents représentent désormais près de 60 % du total des contrats dans l'aéronautique alors que cette part était de l'ordre de 15 % en 2000.
- **Hors aéronautique, les grands contrats conclus dans les pays émergents ont atteint un nouveau record, à 23,6 Mds€, contre 12,0 Mds en 2006 et 12,6 Mds en 2005.** Il s'agit d'un niveau record dans cette catégorie, dans la mesure où ces grands contrats étaient inférieurs à 10 Mds€ chaque année avant 2005.
- **Au second semestre de 2007, les grands contrats vers les pays émergents ont progressé de 9 % par rapport au premier semestre et de 66 % par rapport au second semestre de 2006.**

Grands contrats signés par la France dans les pays émergents chronique Annuelle (Mds€)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Total aéronautique	14,2	12,1	14,8	15,2	10,4	13,0	11,2	24,7	16,1	22,9
<i>dont pays émergents</i>	3,5	2,6	2,2	3,7	2,7	8,9	5,5	14,5	7,8	13,6
Contrats civils pays émergents	7,5	4,9	8,0	9,0	9,2	7,1	7,4	12,6	12,0	23,6
Total pays émergents	11,0	7,5	10,1	12,7	11,9	15,9	12,9	27,1	19,8	37,2

¹ Ces contrats sont recensés chaque trimestre par le réseau international du MINEFE. Il s'agit des contrats aéronautiques et d'autres biens d'équipement civils d'un montant supérieur à 3M€.

² Ces rapports sont fournis à titre indicatif : les livraisons afférentes aux contrats signés étant échelonnées dans le temps, elles ne sauraient *stricto sensu* être comparées aux exportations.

Les grands contrats sont majoritairement signés en Asie émergente et au Proche et Moyen Orient :

En cumul depuis 10 ans, l'Asie émergente a apporté 38 % des contrats remportés par les entreprises françaises au sein des zones émergentes, suivie de près par le Proche et Moyen Orient (30 %) puis, un peu plus loin derrière, par l'Afrique (16 %) et l'Amérique latine (10 %). L'Europe centrale et orientale occupe une place limitée (5 %).

Le montant global des contrats signés en Asie et au Proche et Moyen Orient a fortement augmenté depuis 2005 (respectivement 12,2 Mds€ et 9,5 Mds€ en moyenne sur la période 2005-2007, contre 3,8 Mds€ et 3,1 Mds€ sur la période 1998-2004), ce qui leur a permis de confirmer leur place de premières zones clientes de la France. Les grands contrats signés en Asie sont majoritairement dans l'aéronautique (63 % de la valeur des contrats signés entre 2005 et 2007) alors qu'au Proche et Moyen Orient, ce sont les grands contrats civils qui dominent largement (75 %).

Les plus gros contrats en 2007 :

- Hors aéronautique

Parmi les 10 plus gros contrats hors aéronautique enregistrés en 2007 dans les pays émergents, la plupart ont été signés en Asie émergente et au Proche et Moyen-Orient :

- Au Proche et Moyen Orient, aux Emirats Arabes Unis, deux contrats ont été signés pour la construction d'un satellite de télécommunication par le consortium EADS-Astrium-Thalès ainsi qu'un contrat pour la construction d'une centrale électrique par Alstom et un autre pour l'installation et la fourniture de compresseurs et unités de déshydratation du gaz par Technip. En Arabie Saoudite, deux contrats fournissant des équipements pour l'unité de dessalement d'eau de mer de la centrale de Marafiq ont été conclus par Sidem (Veolia).

- Hors Proche et Moyen Orient, un important contrat a été signé en Chine pour la construction de deux centrales nucléaires EPR par Areva. Au Nigéria, une opération de développement de réseaux et services multimédia a été conclue par Alcatel Lucent.

- Dans l'aéronautique

Le Qatar, au Moyen Orient, la Russie, Singapour et la Malaisie en Asie ont été les principaux clients d'Airbus en 2007.



LES ECHANGES DE PRODUITS AGROALIMENTAIRES EN 2007

Les exportations de biens agroalimentaires se sont élevées à près de 47 Mds€ au cours de l'année 2007¹, en hausse de 8 % par rapport à 2006. Cette hausse confirme le redécollage des exportations observé en 2006. Elle est même supérieure à l'augmentation constatée en 2006 (+7 %). Nos importations de produits agroalimentaires ont crû à un rythme légèrement plus rapide (+9 %), pour atteindre près de 38 Mds€. Notre excédent commercial en produits agroalimentaires a progressé à 8,8 Mds€, contre 8,7 Mds€ en 2006.

Le secteur des *produits agroalimentaires* est constitué des *produits agricoles, sylvicoles et piscicoles* (25 % des exportations de produits agroalimentaires) et des *produits des industries agro-alimentaires* (IAA, 75 %).

1/ Les exportations et importations de produits agroalimentaires ont été soutenues

- Nos ventes de *produits agricoles* ont été très dynamiques durant l'année 2007, avec une hausse supérieure à 9 %, en nette accélération par rapport à 2006 (+4 %) et surtout 2005 (+1 %). Elle est néanmoins à relier à la forte hausse des cours de certains produits agricoles (céréales en particulier) qui « gonflent » la valeur de nos exportations alors que, dans le même temps, les volumes exportés diminuent pour ces produits. Nos importations croissent également fortement (+8 %, soit plus que lors des deux années précédentes : environ +2 % par an). L'excédent commercial aurait au total progressé d'environ 300 M€ en 2007 (après une amélioration d'environ 150 M€ en 2006 par rapport à 2005).

- Les exportations de *produits des industries agroalimentaires* ont également connu une forte augmentation en 2007 (+7 %), mais celle-ci s'inscrit légèrement en retrait par rapport à celle enregistrée en 2006 (+8 %). Cette hausse concerne aussi bien nos ventes de *boissons* (+6 %) que celles des autres produits du secteur (+8 %)². Nos exportations de *boissons* enregistrent une performance en deçà de celle enregistrée en 2006 (+12 %), alors que c'est l'inverse pour les *autres produits* du secteur (+6 %). Parallèlement, les importations affichent une croissance particulièrement élevée (+10 %), supérieure à celle de nos exportations, réduisant ainsi notre excédent d'environ 220 M€ en 2007.

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² Dans nos exportations de produits des IAA, le poids des boissons est de 34 %.

2/ Forte croissance de nos exportations de *produits agricoles* vers nos principaux clients ainsi que vers les pays du Maghreb.

- Les exportations de *produits agricoles* ont augmenté (+6 %)³ vers nos voisins (Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Espagne et Italie), qui sont aussi nos six principaux clients et absorbent plus de 70 % de nos ventes. Dans le détail, hormis l'Italie où nos ventes ont très légèrement diminué (-2 %), nos exportations ont principalement été soutenues par la Belgique (+16 %), l'Allemagne (+14 %) et les Pays-Bas (+9 %).
- De même, nos exportations vers le Maghreb ont enregistré de bonnes performances, la part de cette zone dans nos exportations étant passée de 4 % en 2004 à 7 % en 2007. Nos ventes ont progressé vers l'Algérie (+11 %) et elles se sont fortement accrues vers le Maroc (+145 %)⁴. Elles ont revanche stagné vers la Tunisie.

3/ Nos exportations de *produits des IAA* ont été soutenues vers les pays émergents

- Les marchés matures

Nos ventes de *produits des industries agroalimentaires* ont progressé de façon soutenue (+8 %) vers nos 6 principaux clients européens (plus de 60 % de nos exportations), encore plus rapidement qu'en 2006 (+7 %).

Nos exportations vers les Etats-Unis, notre premier client non européen, ont en revanche été décevantes cette année (-16 %, après +19 % en 2006).

- Les marchés émergents

Nos ventes vers les pays émergents ont été dynamiques, particulièrement vers la Chine où elles ont quasiment doublé. Nos exportations vers la Russie ont également enregistré de bonnes performances (+20 %) ainsi que celles à destination de Singapour (+16 %).

³ Les données géographiques disponibles étant brutes, les extrapolations (dans les parties II et III) à partir des 11 mois sont réalisées en reprenant les taux de croissance en glissement annuel obtenus entre les 11 premiers mois de 2006 et les 11 premiers mois de 2007.

⁴ Cette vive hausse, imputable aux bonnes performances de nos exportations de blé, est largement conjoncturelle. En effet, en raison de la faible pluviométrie au cours de la campagne céréalière 2006/2007, le niveau des récoltes marocaines a été très faible. Pour répondre à la demande intérieure, le Maroc a dû augmenter ses importations. A cette augmentation en volume s'est ajoutée, comme pour les autres pays, l'augmentation des cours mondiaux du blé. De plus, compte tenu de l'accord tarifaire préférentiel entre l'UE et le Maroc, la France profite à plein de cette augmentation des importations marocaines.

ANNEXE

Montants des exportations (en Mds€) poids et taux de croissance en glissement annuel

Données estimées et brutes

	<i>Poids</i>	2006	évolution	2007*	évolution
Produits agricoles	25 %	10,8	3,6 %	11,8	9,4 %
Produits des industries agroalimentaires	75 %	32,6	8,0 %	34,8	7,0 %
ENSEMBLE		43,4	6,9 %	46,7	7,7 %

* Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

Montants des exportations de produits agro-alimentaires (en Mds€) poids et taux de croissance en glissement annuel pour nos principaux clients

Données brutes et collectées

	<i>poids en 2007</i>	2006	évolution en 2006	évolution en 2007*
Allemagne	13 %	5,53	6,7 %	7,0 %
Italie	12 %	5,36	3,4 %	1,5 %
Belgique	12 %	4,94	7,8 %	11,4 %
Royaume-Uni	11 %	4,93	2,7 %	5,3 %
Espagne	9 %	3,89	7,3 %	8,6 %
Pays-Bas	7 %	2,68	2,1 %	14,1 %
Etats-Unis	5 %	2,62	8,5 %	-15,7 %
Suisse	2 %	1,07	17,3 %	3,5 %
Japon	2 %	1,01	3,9 %	-2,2 %
Portugal	2 %	0,68	5,5 %	11,8 %
Grèce	2 %	0,75	-1,1 %	-0,7 %
Algérie	1 %	0,68	11,0 %	6,8 %
Russie	1 %	0,51	9,6 %	24,4 %
Chine	1 %	0,27	25,0 %	95,2 %
Singapour	1 %	0,42	-16,3 %	16,3 %
Danemark	1 %	0,47	35,9 %	4,9 %
Canada	1 %	0,47	4,6 %	0,3 %
Irlande	1 %	0,44	21,1 %	3,6 %

(*) en glissement annuel sur 11 mois

Source : Douanes françaises



LES ECHANGES AUTOMOBILES EN 2007

Nos exportations, qui se sont élevées à près de 51 Mds€ en 2007¹, sont stables par rapport à 2006 (+0,2 %). Cette évolution constitue une amélioration dans la mesure où, ces deux dernières années, nos exportations avaient diminué de façon sensible, de 2 % par an en moyenne. Toutefois, symétriquement, nos importations ont été très dynamiques en 2007 : elles ont crû de plus de 12 % (après +5 % en 2006) pour atteindre plus de 51 Mds€. Notre excédent commercial dans la branche automobile a continué de se dégrader, à moins de 0,5Md€ en 2007, contre 5,6 Mds€ en 2006.

La détérioration de nos échanges automobiles remonte à 2005. Elle traduit principalement deux phénomènes :

- une stratégie des constructeurs français qui a consisté, au cours des années récentes, à implanter leurs nouvelles unités de production, en particulier pour les modèles bas de gamme, à l'étranger², notamment l'Europe centrale et orientale.
- la plus faible attractivité, sur la période 2005-2007, des modèles français par rapport aux modèles étrangers, notamment les modèles allemands ou asiatiques. Ceci se révèle aussi bien sur nos marchés d'exportation qu'en France et donc sur nos importations : en 2007, les ventes de voitures étrangères en France ont progressé de 8,8 %, tandis que les marques françaises ont cédé 1,5 %.

1- Progression de nos importations à la fois pour la construction et pour les équipements. Mais une nouvelle dynamique de nos exportations en perspective

Les évolutions pour les deux sous-secteurs de l'industrie automobile sont les suivantes :

- Le ralentissement de nos exportations de produits de la construction automobile (plus des deux tiers du secteur, avec 35,1 Mds€ d'exportations) a diminué en 2007 : -2% en 2007, ce qui constitue une réelle amélioration, comparé à la baisse de 5% en moyenne annuelle durant les deux dernières années. Avec la multiplication des nouveaux modèles des marques françaises, les perspectives pour 2008 paraissent meilleures. En parallèle, nos importations ont fortement augmenté en 2007 (+13 %). Cette évolution a sans doute été renforcée en toute fin d'année par l'anticipation de la mise en place des écopastilles, qui s'est traduite par d'importants achats de grosses cylindrées importées. Le solde commercial s'est donc dégradé (de 4,8 Mds€) et devient déficitaire, à hauteur de 1,1 Md€, pour la première fois depuis plus de 10 ans.

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² Plus d'un véhicule sur deux de marque française est désormais produit à l'étranger.

- La hausse des exportations d'équipements automobiles (environ un tiers du secteur, avec près de 16 Mds€ d'exportations) a été soutenue (+4 %). Suite à la hausse de nos importations, qui ont crû à un rythme deux fois plus élevé que nos exportations (+8 %), notre excédent commercial s'est dégradé de près de 500 M€ pour atteindre 1,4 Mds€ en 2007.

Au total, l'amélioration de la tendance des exportations de la construction automobile joue un rôle majeur dans l'amélioration globale de nos exportations du secteur automobile. Malheureusement, le dynamisme des importations pèse très lourdement sur l'évolution des soldes, en particulier sur celui de la construction automobile.

2- Nos ventes ont été soutenues vers les pays émergents

► Les cinq premiers marchés de la France pour les produits de l'industrie automobile : Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Belgique

- Les exportations vers nos cinq principaux clients, qui absorbent près des deux tiers de nos exportations, ont diminué de 3 % en 2007³. On enregistre une baisse de nos ventes vers tous ces pays, sauf l'Italie (+4 %).

- Dans le reste de l'Union européenne à 15, nos exportations ont en revanche été dynamiques, en particulier vers la Suède (+16 %) et la Grèce (+9 %) ainsi que, dans une moindre mesure, le Portugal, les Pays-Bas et le Danemark. Au total, vers l'UE15 (les ¾ de nos débouchés), les ventes ont baissé de 2 %.

► Les Nouveaux Etats Membres (NEM) de l'Union européenne⁴

- Nos ventes vers les NEM, dont le poids dans nos exportations est passé de 6 % à 8 % entre 2005 et 2007, ont connu une forte hausse (+18 %, après +15 % en 2006). C'est vers la Slovaquie (+138 %) et la Pologne (+29 %) que nos ventes ont le plus fortement augmenté (suivies de la Roumanie : +13 %).

- Au total, sur l'ensemble de l'UE27, nos exportations sont quasi stables en 2007 par rapport à 2006 (-1 %).

► Les marchés lointains

- Nos ventes vers les « BRIC⁵ » (3 % de nos exportations au total) ont fortement augmenté (+10 %), excepté vers la Chine (-25 %) où nos constructeurs tendent à davantage se fournir localement pour alimenter leurs usines d'assemblage chinoises. C'est en Russie et en Inde que l'on observe la croissance la plus forte (environ +50 %), devant le Brésil (+15 %).

- Malgré la vigueur de l'euro, nos exportations vers le Japon ont fortement crû (+36 %), à la différence de celles vers les Etats-Unis (-10 %).

³ Les données géographiques disponibles étant brutes, les extrapolations dans la partie II à partir des 11 mois sont réalisées en reprenant les taux de croissance en glissement annuel obtenus entre les 11 premiers mois de 2006 et les 11 premiers mois de 2007.

⁴ Il s'agit des 10 NEM de la « première » vague de l'élargissement de l'UE, moins Malte et Chypre mais plus la Roumanie et la Bulgarie.

⁵ Les « BRIC » correspondent au Brésil, à la Russie, à l'Inde et à la Chine.

ANNEXE

Montants des exportations (en Mds€), poids et taux de croissance

Données estimées et brutes

	<i>Poids</i>	2006	évolution	2007*	évolution
Produits de la construction automobile	69 %	35,7	-6,2 %	35,1	-1,6 %
Équipements automobiles	31 %	15,2	8,5 %	15,8	4,1 %
ENSEMBLE		51,1	-2,3 %	51,0	0,2 %

* Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

Montants des exportations (en Mds€), poids et taux de croissance pour nos principaux clients

Données brutes et collectées

	<i>poids en 2007</i>	2006	évolution en 2006	évolution en 2007*
Espagne	19 %	10,1	-3,3 %	-5,1 %
Allemagne	16 %	8,5	-8,0 %	-5,7 %
Royaume-Uni	11 %	5,5	-7,7 %	-1,9 %
Italie	9 %	4,5	-11,1 %	4,2 %
Belgique	8 %	4,4	16,4 %	-3,5 %
Pologne	2 %	0,9	14,8 %	29,3 %
Turquie	2 %	1,2	2,7 %	-5,4 %
Portugal	2 %	1,0	-4,6 %	5,4 %
Pays-Bas	2 %	0,9	-8,7 %	4,3 %
Suède	2 %	0,8	-4,7 %	16,2 %
Slovaquie	1 %	0,3	99,9 %	138,1 %
Etats-Unis	1 %	0,8	-5,2 %	-10,0 %
Autriche	1 %	0,7	-9,4 %	-0,6 %
Algérie	1 %	0,7	-26,3 %	-6,7 %
Russie	1 %	0,4	64,3 %	52,5 %
République Tchèque	1 %	0,6	18,8 %	2,2 %
Slovénie	1 %	0,7	-5,0 %	-19,2 %
Suisse	1 %	0,6	-13,9 %	0,1 %
Roumanie	1 %	0,5	24,5 %	12,8 %
Japon	1 %	0,4	-2,0 %	36,4 %
Iran	1 %	0,7	-28,0 %	-21,9 %
Chine	1 %	0,6	74,2 %	-25,0 %
Brésil	1 %	0,3	23,9 %	15,1 %
Danemark	1 %	0,4	-4,6 %	1,8 %
Argentine	1 %	0,3	65,9 %	5,2 %
Hongrie	1 %	0,3	-10,1 %	4,6 %
Grèce	1 %	0,3	-22,9 %	9,3 %

(*) en glissement annuel sur 11 mois

Source : Douanes françaises



LES VENTES D'AIRBUS EN 2007

1/ En 2007, Airbus a continué à livrer plus d'avions que Boeing

En 2007, Airbus a conforté pour la quatrième année consécutive sa position de leader en termes de livraisons, avec 453 appareils livrés contre 441¹ pour son rival Boeing. Ceci représente une augmentation de 19 appareils par rapport à 2006. Ces livraisons se décomposent en 6 appareils A300-cargo, 367 appareils de la famille A320, 79 appareils gros porteurs A330/A340 et le premier A380.

L'assemblage des Airbus est réalisé sur les sites de Hambourg pour un certain nombre d'appareils (A318, A319 et A321) et à Toulouse pour tous les autres modèles. Les ailes sont conçues et fabriquées au Royaume-Uni, tandis que l'empennage provient d'Espagne. La part française des appareils Airbus varie entre 32% et 51% selon le type d'appareil et la motorisation.

2/ Airbus a rétabli l'équilibre avec Boeing en 2007 en termes de commandes

Après avoir perdu en 2006 la première place en termes de commandes, que l'industriel occupait depuis 2002, Airbus est à quasi parité avec Boeing en 2007. En effet, l'avionneur européen a enregistré 1 341 commandes fermes nettes² pour un montant de 157 Mds\$ à prix catalogue contre 1 413 pour Boeing, qui correspondent à un montant de 171 Mds\$. Les commandes nettes d'Airbus ont donc augmenté de 70% (551 appareils) par rapport à 2006 alors que dans le même temps, Boeing a enregistré une hausse de 35% (369 appareils).

Les deux avionneurs réalisent ainsi le meilleur résultat de leur histoire, avec un total historique de 2 754 appareils commandés, bien au-delà du précédent record de 2 057 appareils en 2005. Airbus a bénéficié en particulier du succès commercial de l'A350, avec 290 commandes, dépassant ainsi l'objectif initial de 200 appareils.

La part de marché d'Airbus s'est établie à 49% en unités et à 48% en valeur, retrouvant ainsi ses positions de 2005 après la difficile année 2006, qui avait notamment été marquée par les difficultés industrielles d'Airbus sur l'A380 et le lancement tardif de l'A350XWB. Airbus atteint donc largement son objectif de rester dans une bande de 40% à 60% du marché mondial des gros porteurs.

¹ En 2006, Airbus avait livré 434 appareils contre 398 pour Boeing.

² En 2007, Airbus a enregistré 1 458 commandes brutes (avant annulations) contre 1 423 pour Boeing.

3/ Les exportations françaises d'Airbus ont légèrement diminué en 2007

Les statistiques douanières françaises ne comptabilisent comme exportations françaises que les ventes vers l'étranger d'appareils neufs assemblés en France. Leur montant comme leur nombre diffèrent donc des livraisons totales de la société Airbus. Celle-ci effectue en effet une partie de ses livraisons à partir de l'Allemagne, ou à destination de compagnies françaises (ventes « intérieures »).

Selon les douanes françaises, 253 appareils Airbus ont été exportés de France au cours des 11 premiers mois 2007, pour un montant de 13,1 Mds€, contre 232 appareils pour un montant de 13,8 Mds€ sur la même période en 2006. Le montant des exportations a ainsi diminué de 5% car Airbus a livré moins de gros porteurs A330/A340 et un plus grand nombre d'A320. Ce montant représente 3,6% de l'ensemble des exportations françaises de biens pour les 11 premiers mois 2007.

4/ En 2008, les exportations françaises d'Airbus devraient légèrement augmenter

2008 sera marquée par une nouvelle augmentation des cadences de fabrication et de livraison. L'industriel prévoit ainsi de livrer 470 appareils (17 de plus qu'en 2007) dont 13 exemplaires de l'A380. Ces derniers, assemblés à Toulouse, seront livrés aux compagnies Singapore Airlines, Emirates et Qantas.

Les exportations françaises devraient légèrement augmenter en 2008. En effet, dans le cadre de la mise en oeuvre du plan Power 8, le transfert à Hambourg d'une partie des A320 assemblés jusqu'à présent à Toulouse devrait être compensé par la montée en cadence de la chaîne d'assemblage des A380 à Toulouse.

En termes de commandes, Airbus prévoit une année en retrait par rapport à 2007. A signaler toutefois, la signature de deux protocoles d'accord avec les autorités chinoises (160 appareils) et avec Dubaï Aerospace (100 appareils), qui devrait se concrétiser en 2008 par des commandes fermes. Airbus s'est par ailleurs fixé pour objectif de vendre 100 A350 et 30 A380 supplémentaires.



LES ECHANGES DE SERVICES DE LA FRANCE EN 2007

En 2006, la France était le 5^{ème} exportateur mondial de services (derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon) avec 4,2 % de parts de marché. Les exportations de services représentent près d'un quart des exportations de biens. L'année 2007 marque la reprise de nos exportations (+2,1 %¹), après une année 2006 décevante (-1,4 %). Parallèlement, les importations de services ont poursuivi leur progression, à un rythme soutenu (+3,9 %). Notre excédent en matière de services se monte à 6,8 Mds en 2007.

Les exportations de services sont décomposées en trois grands secteurs : les voyages (39 % en 2007), les services de transports (23 %) et les autres types de services (38 %), comprenant essentiellement des services aux entreprises². L'évolution a été différenciée selon les secteurs.

1/ Nette amélioration de l'excédent sur les postes voyages et services de transports

L'excédent enregistré par les postes voyages et services de transports s'est amélioré de 1,9 Md€ environ par rapport à 2006. Ceci est exclusivement dû à la réduction du déficit des transports (de 1,9 Md€), l'excédent des voyages étant stable, à environ 12 Mds€.

- La stabilité de l'excédent des voyages est le résultat d'une hausse limitée des recettes touristiques (+1,3 %, après +4,3 % en 2006) et d'une accélération des dépenses (+2,2 %, après +1,2 % en 2006). L'évolution défavorable de l'euro pèse sur l'évolution de ce solde au cours des années récentes.
- A -0,6 Md€, le solde des services de transports s'est rapproché de l'équilibre, après trois années consécutives de net déficit. Ceci a été permis par une forte reprise des exportations (+5,4 %, contre -8,0 % en 2006), conjuguée à la poursuite de la baisse des importations (-3,4 %, après déjà -10,1 % en 2006). L'amélioration au sein de ce poste est liée à la réduction du déficit des transports maritimes (de 1,1 Md€) et à l'amélioration du solde des transports aériens (de 0,6 Md€).

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² Services de communication, services de construction, services d'assurances, services financiers, services d'informatique et d'information, redevances et droits de licence, « autres » services aux entreprises ...

2/ La plupart des activités de services aux entreprises ont vu leur situation en matière d'échanges extérieurs s'améliorer

- Le déficit global pour les « autres types de services » s'est creusé en 2007, de 3,6 Mds€, passant de -1,2 Md€ à -4,8 Mds. Toutefois, cette catégorie est, par construction, relativement éclatée³ et ces données agrégées recouvrent des situations différentes d'un poste à l'autre. De plus, les statistiques sont susceptibles d'être révisées de façon significative dans les prochains mois.
- De nombreux postes importants voient leurs soldes s'améliorer : les *services de construction*, *d'assurance*, les *services financiers* et les *redevances et droits de licence* (+2,2 Mds€ pour l'ensemble de ces 4 postes). Inversement, deux postes voient leur situation se dégrader sensiblement en termes d'échanges : les services de *négoce international* (à hauteur de 2,8 Mds) et les *services divers aux entreprises* (à hauteur de 1,9 Md€), principalement composés des services de *recherche et études*.

³ Les *autres services aux entreprises* comprennent le négoce international, les services commerciaux, la location opérationnelle et les services « divers » aux entreprises. Ces derniers, très importants (47 % de l'ensemble des « autres types de services »), comprennent : les services techniques (services d'études et de recherche, d'assistance technique), les honoraires de professions libérales, les frais de publicité, les services administratifs entre affiliés ...

ANNEXE

Evolution des échanges de services de la France en 2007

En Mds€ données CVS	Crédit			évolution	Débit			évolution	Solde		
	2005	2006	2007*	06/07	2005	2006	2007*	06/07	2005	2006	2007**
Services	95,6	94,2	96,2	2,1%	85,0	86,0	89,3	3,9%	10,6	8,3	6,8

* Gel du 12^{ème} mois à partir du chiffre CVS du mois de novembre

** : estimation

En Mds€, données brutes	Crédit			Evolution	Débit			Evolution	Solde		
	2005	2006	2007*	06/07	2005	2006	2007*	06/07	2005	2006	2007**
Transports + Voyages	58,1	57,8	59,4	2,8%	50,7	48,3	48,1	-0,5%	7,4	9,5	11,4
Services, transports	22,7	20,9	22,0	5,4%	26,1	23,5	22,7	-3,4%	-3,4	-2,6	-0,6
<i>dont Services, transports maritimes</i>	6,4	6,3	6,5	4,3%	9,6	9,0	8,2	-9,2%	-3,2	-2,7	-1,7
<i>dont Services, transports aériens</i>	10,2	10,2	10,9	7,1%	11,0	10,6	10,7	1,0%	-0,7	-0,3	0,3
<i>dont Services, autres transports</i>	6,0	4,4	4,6	3,4%	5,5	3,9	3,8	-1,8%	0,5	0,5	0,7
Services, voyages	35,4	36,9	37,4	1,3%	24,5	24,8	25,4	2,2%	10,8	12,1	12,0
Autres types de services	37,5	36,4	36,2	-0,6%	34,3	37,6	41,0	9,0%	3,2	-1,2	-4,8
Services de communication	2,8	3,0	2,9	-1,2%	1,7	1,7	1,9	11,8%	1,1	1,3	1,1
Services de construction	2,9	3,3	3,9	16,4%	1,3	1,4	1,5	4,2%	1,6	1,9	2,4
Services d'assurances	0,9	0,6	0,8	23,3%	1,8	1,9	1,6	-13,7%	-0,9	-1,2	-0,8
Services financiers	1,2	1,1	1,5	42,5%	1,9	3,0	2,9	-1,2%	-0,8	-1,9	-1,4
Services d'informatique et d'information	1,4	1,6	1,3	-13,3%	1,4	1,6	1,5	-7,0%	-0,1	0,0	-0,1
Services, redevances et droits de licence	5,0	5,0	6,3	27,3%	2,5	2,6	3,2	21,5%	2,5	2,3	3,1
Autres services aux entreprises	21,0	19,8	17,2	-13,3%	20,6	22,5	25,3	12,2%	0,3	-2,7	-8,1
<i>dont négoce international.</i>	3,2	2,6	-0,2		0,0	0,0	0,0		3,2	2,6	-0,2
<i>dont commerciaux</i>	1,7	1,4	1,5	5,2%	3,9	4,0	4,2	6,1%	-2,2	-2,5	-2,7
<i>dont locations</i>	0,6	0,6	0,5	-8,1%	0,9	1,3	1,7	31,6%	-0,2	-0,7	-1,2
<i>dont divers</i>	15,4	15,2	15,4	1,3%	15,9	17,3	19,3	12,2%	-0,5	-2,1	-4,0
Services personnels, culturels et récréatifs	1,7	1,4	1,5	5,0%	2,3	2,2	2,3	4,9%	-0,5	-0,8	-0,8
<i>dont audiovisuels</i>	1,1	0,8	0,7	-9,5%	1,5	1,3	1,2	-5,8%	-0,3	-0,5	-0,5
<i>dont autres</i>	0,6	0,6	0,8	23,5%	0,8	0,9	1,1	21,2%	-0,2	-0,2	-0,3
Services des administrations publiques	0,7	0,7	0,8	8,4%	0,8	0,8	0,9	12,5%	-0,1	-0,1	-0,2

* Montant obtenu en extrapolant l'année 2007 à partir de l'évolution sur 11 mois en 2007 par rapport à 2006.

** : estimation

Source : Banque de France, calculs DGTPE



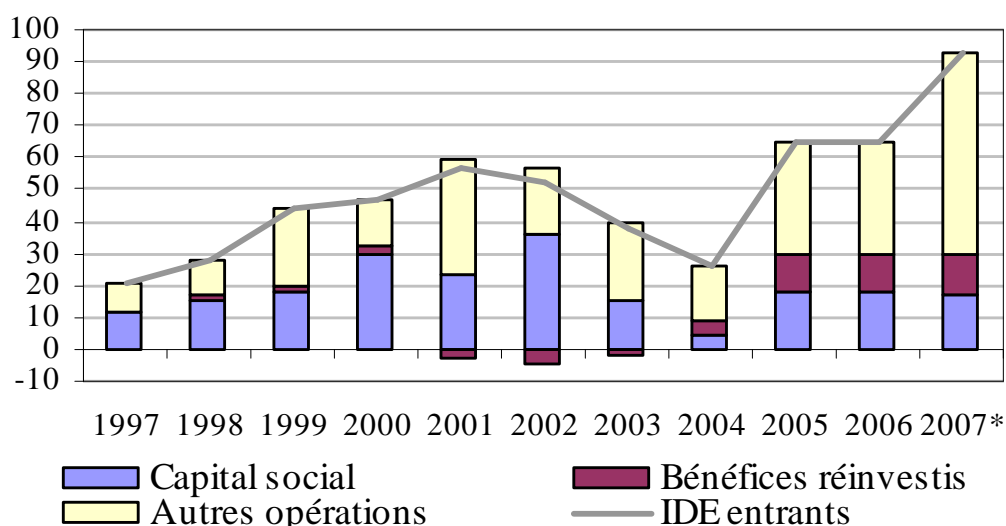
LA FRANCE ET L'INVESTISSEMENT DIRECT INTERNATIONAL

En 2006, la France a consolidé ses performances, tant en termes d'accueil des investissements internationaux qu'en tant qu'investisseur à l'étranger. Selon les statistiques des onze premiers mois de l'année 2007, ces bons résultats se sont renforcés en 2007.

1/ En 2007, l'attractivité de la France aux yeux des investisseurs internationaux s'est confirmée

Avec 65 Mds€ en 2006, montant identique à 2005, la France s'est maintenue au troisième rang mondial comme pays d'accueil des investissements directs étrangers (IDE)¹. Elle a en effet accueilli 6 % du total des flux mondiaux d'IDE, derrière les Etats-Unis (13 %) et le Royaume-Uni (11 %). Le niveau des trois catégories d'actifs² a été très peu modifié en 2006 par rapport à 2005.

Investissements directs étrangers en France (Mds€)



* données 2007 sur les 11 premiers mois de l'année

Source : Banque de France

¹ D'après le rapport annuel de la CNUCED "World Investment Report" paru en octobre 2007.

² Les flux d'IDE sont ventilés en trois catégories selon le type d'actifs détenus : 1/ *capital social* : quote-part du capital social détenu (à partir d'un investissement nouveau, d'un rachat de société ...), 2/ *bénéfices réinvestis* : les bénéfices ou pertes des entreprises affiliées sont pour partie incorporés à leur capital social sous la forme de réserves, qui constituent les bénéfices réinvestis, 3/ *autres opérations* : flux bilatéraux de prêts entre l'investisseur et la société affiliée ou mouvements financiers entre sociétés affiliées.

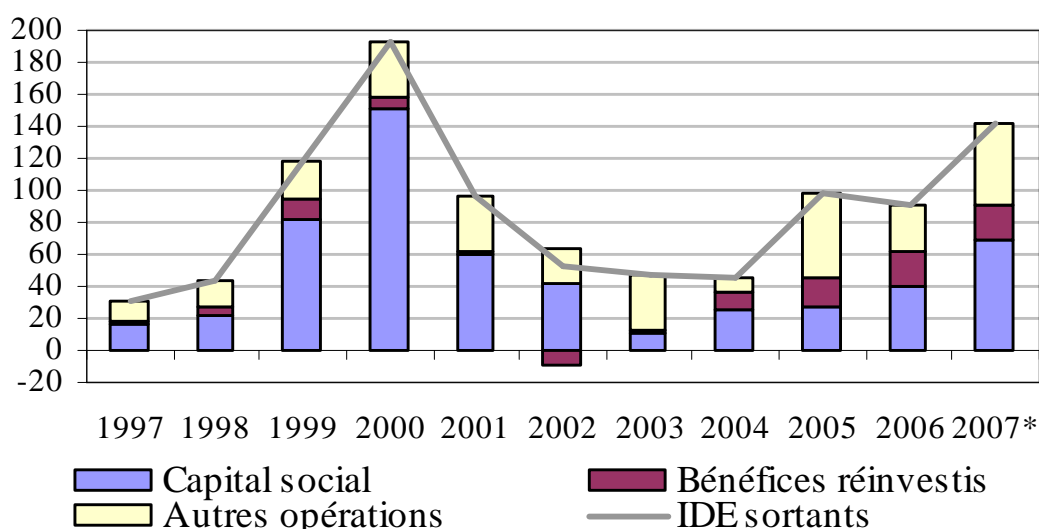
Les emplois créés ou maintenus grâce aux investissements étrangers en France se seraient élevés à près de 40 000 en 2006, en hausse de 33 % par rapport à 2005, selon une estimation de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII)³. Ce chiffre est le plus élevé depuis que l'AFII calcule cet indicateur (soit, depuis 1993).

L'année 2007 devrait marquer un nouveau record en matière d'accueil des IDE en France. En effet, sur les 11 premiers mois de l'année, les IDE entrants en France (93 Mds€) dépassent de 44 % le volume des IDE entrés en France sur l'ensemble de l'année 2006. Cette augmentation serait due à un accroissement des échanges financiers entre des maisons mères (étrangères) et leurs filiales françaises et non à un accroissement des acquisitions de sociétés françaises ou à des augmentations de participation au capital opérées par des investisseurs étrangers.

2/ La France demeure l'un des premiers investisseurs internationaux en 2006 et en 2007

En étant à l'origine de 9 % des IDE mondiaux investis à l'étranger en 2006, la France a conservé en 2006 son rang de deuxième plus grand investisseur mondial (derrière les Etats-Unis, avec 18 % des IDE mondiaux). Les IDE français à l'étranger ont été relativement stables en 2006 par rapport à 2005 (92 Mds€, après 97 Mds€). Les opérations en capital social ont fortement crû en 2006 (+48 %) : un certain nombre de groupes français ont en effet réalisé des opérations importantes de fusions et acquisitions, parmi lesquelles la prise de contrôle de la compagnie d'assurance suisse Winterthur par AXA.

Investissements directs français à l'étranger (Mds€)



* données 2007 sur les 11 premiers mois de l'année

Source : Banque de France

³ Rapport annuel de février 2007 de l'AFII.

L'année 2007 devrait marquer une forte progression en matière d'investissement des sociétés françaises à l'étranger. En effet, sur les 11 premiers mois de 2007, les flux d'IDE sortant de France ont fortement augmenté. Ils dépassent déjà de 55 % le niveau atteint sur l'ensemble de l'année 2006, soit 51 Mds€ supplémentaires. La France devrait donc demeurer parmi les tout premiers investisseurs mondiaux en 2007. En particulier, les opérations de capital social ont continué de progresser vivement. Le record absolu de l'année 2000 ne serait toutefois pas égalé.

3/ 31 000 implantations françaises à travers le monde en 2006

Les investissements à l'étranger peuvent prendre la forme de reprises d'entreprises ou de créations d'entreprises qui deviennent des filiales de groupes français.

En 2006, d'après les premiers résultats de la dernière enquête conduite par le réseau des Missions Economiques à l'étranger, **le nombre d'implantations françaises à l'étranger se serait élevé à environ 31 000, employant près de 6 millions de salariés**, contre un peu plus de 28 000 en 2004 avec 5,5 millions d'employés. Si près des deux tiers de ces implantations et emplois étaient localisés dans les pays développés, leur progression entre 2004 et 2006 a été plus forte dans les pays émergents, notamment d'Asie. En 2004, le chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales françaises à l'étranger avait été estimé supérieur à 1,5 fois nos exportations.



NOS EXPORTATIONS VERS LES PAYS PILOTES ET VERS LES PAYS PRIORITAIRES EN 2007

Dans le cadre de Cap Export, 5 pays pilotes (Etats-Unis, Japon, Chine, Inde, Russie) ont été retenus pour le dispositif public de soutien au développement international de nos entreprises. Cette initiative renforçait l'appui apporté depuis 2003 à 25 pays prioritaires et visait à concentrer nos moyens sur les principaux marchés en croissance de la France. L'Allemagne a bénéficié des mêmes moyens que les 5 pays pilotes. Sur ces marchés, généralement à fort potentiel de croissance à long terme et sur lesquels la présence française est faible en termes relatifs, des plans d'action commerciale (PAC) ont été élaborés.

Les exportations françaises vers les 5 pays pilotes se sont bien portées en 2007¹ (+2,9 % par rapport à 2006), soit au même rythme que nos exportations globales (+2,9 %). Hors Etats-Unis, pays pour lequel notre performance a été décevante cette année, nos exportations vers les quatre autres pays pilotes ont été particulièrement dynamiques, avec un taux de croissance de +13,0 %.

1/ La dynamique de nos exportations vers les pays pilotes est hétérogène

Nos exportations vers les pays pilotes ont été moins dynamiques en 2007 que les années précédentes (+8,4 % en 2005 et +14,7 % en 2006). La vigueur de l'euro, notamment par rapport au dollar et au yen, ainsi que, pour les Etats-Unis, le ralentissement économique expliquent en partie ces résultats.

Toutefois, cette évolution défavorable s'explique surtout par nos ventes vers les **Etats-Unis** (-5,2 %, contre +5,5 % en 2006), ce pays représentant la moitié de nos exportations vers l'ensemble des 5 pays pilotes. Nos exportations vers le **Japon** ont progressé de façon modérée (+1,8 %), mais la forte appréciation de l'euro face au yen les a lourdement handicapées. Nos ventes vers l'**Allemagne** (+2,3 %) ont été presque aussi dynamiques que la moyenne européenne (+2,7 %).

Les exportations françaises à destination des **trois pays émergents « pilotes »** ont crû, dans l'ensemble, de +17,1 %, soit plus rapidement qu'en 2005 (+13,2 %), mais moins qu'en 2006 (+30,0 %)². Nos exportations vers l'**Inde** (+30,9 %) et la **Russie** (+20,5 %) ont été particulièrement dynamiques. Nos ventes vers la **Chine** (+10,7 %) sont en retrait par rapport à 2006, en partie en raison d'un fort ralentissement de ventes d'Airbus.

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² L'année 2006 avait été exceptionnellement bonne pour nos exportations vers ces pays, mais en partie du fait de ventes d'Airbus très élevées par rapport aux années précédentes.

2/ Au-delà du ralentissement des livraisons d'Airbus, bonne tenue de nos exportations vers la Chine, l'Inde et la Russie³

- Deux branches ont particulièrement soutenu nos exportations vers la **Chine**⁴ : le secteur des biens d'équipement (+17 %), en particulier grâce à des livraisons de *matériel ferroviaire*, et le secteur agroalimentaire, dont les ventes globales ont pratiquement doublé entre 2006 et 2007, grâce à une forte hausse de nos exportations de *spiritueux*.

- La forte progression des exportations vers l'**Inde**⁵ a été permise par nos ventes de biens d'équipement (+35 %), portées par l'*aéronautique* (+44 %), et de biens de consommation (+36 %).

- Les exportations vers la **Russie**⁶ ont été très dynamiques, grâce aux secteurs automobile (+53 %), des biens intermédiaires (+26 %) et agroalimentaire (+24 %). La dynamique de nos exportations dans l'agroalimentaire provient essentiellement de nos ventes de *produits des industries agroalimentaires* (+20 %) mais également de *produits agricoles* (+55 %). Nos ventes dans l'industrie automobile ont été soutenues par les deux branches de ce secteur (*construction automobile* : +47 %, *équipements* : +116 %).

3/ Nos exportations vers le Japon se tiennent bien alors qu'elles reculent vers les Etats-Unis

- Nos exportations vers le **Japon** ont bien résisté à un contexte de change extrêmement défavorable. Elles ont été principalement portées par des ventes d'avions (+53 %) ainsi que par la *construction automobile* (+57 %).
- Aux **Etats-Unis**, à l'exception des exportations de biens d'équipement (+2 %), soutenues par nos ventes dans l'*aéronautique* (+5 %), tous les secteurs ont contribué à la baisse de nos exportations, notamment dans les biens intermédiaires et le secteur agroalimentaire.
- Nos exportations vers l'**Allemagne** ont bénéficié de la bonne tenue des secteurs des biens intermédiaires (+7 %), des produits agroalimentaires (+7 %, notamment grâce aux *produits agricoles* : +14 %) et des biens de consommation (+5 %), grâce à nos ventes de *produits pharmaceutiques* (+10 %).

³ Les données sectorielles disponibles par pays étant brutes, la ventilation sectorielle de la croissance de nos exportations est analysée en glissement annuel sur les 11 premiers mois de 2007 par rapport aux 11 premiers mois de 2006.

⁴ En 2007, nos quatre plus grands secteurs d'exportation vers la Chine sont les biens d'équipement (54 % de nos exportations : autour de 50 % depuis 2003), les biens intermédiaires (28 %), l'agroalimentaire et l'automobile (respectivement 6 et 5 %).

⁵ En 2007, nos trois plus grands secteurs d'exportation vers l'Inde sont les biens d'équipement (66 % de nos exportations, mais le chiffre était déjà supérieur à 50 % en 2005 et 2006), les biens intermédiaires (23 %) et de consommation (7 %).

⁶ Nos trois plus grands secteurs d'exportation vers la Russie sont les biens intermédiaires (26 % de nos exportations), les biens de consommation (26 %) et les biens d'équipement (24 %), suivis de l'automobile (12 %) et l'agroalimentaire (11 %).

4/ Hors Etats-Unis, la croissance de nos exportations vers les 25 pays prioritaires est supérieure à la croissance moyenne globale de nos exportations

La progression des exportations vers les 25 pays prioritaires a atteint +2,9 % en 2007, soit le même rythme que la croissance de nos exportations globales. Toutefois, hors Etats-Unis, le taux de croissance vers l'ensemble des pays prioritaires passerait à +3,9 %, dépassant nettement celui de l'ensemble de nos exportations.

Nos ventes (voir le tableau détaillé en annexe) ont été beaucoup plus dynamiques vers les pays émergents, principalement soutenues par l'Inde et la Russie, mais aussi quelques autres pays émergents importants : la Thaïlande, le Brésil, le Mexique, la Chine et le Maroc. Nos performances ont également été encourageantes vers certains pays de l'Union européenne (Pays-Bas, Italie, mais aussi, dans les Nouveaux Etats Membres : Pologne, République tchèque et Hongrie). En revanche, elles ont été décevantes vers le Royaume-Uni et ont même baissé vers certains pays émergents (Turquie, Taïwan et Afrique du Sud).

ANNEXE

Exportations de la France vers les 5 pays-pilotes

Données FAB hors matériel militaire, données CVS-CJO estimées en Mds d'euros

Lancement des plans d'action commerciale	Marchés cibles	2005	2006	Variation 05/06	Variation 06/07
2003	Etats-Unis	25	26,3	5,5 %	-5,2 %
	Chine	5,8	8,1	39,3 %	10,7 %
	Russie	3,4	4,7	40,0 %	20,5 %
2004	Inde	1,8	2,6	42,4 %	30,9 %
	Japon	5,4	5,7	5,2 %	1,8 %
Total 5 pays-pilotes		41,4	47,5	14,7 %	2,9 %
Total Monde		352,7	384,9	9,1 %	2,9 %

Exportations de la France vers les 25 pays prioritaires

Données FAB hors matériel militaire, données CVS-CJO estimées en Mds d'euros

		2005	2006	Variation 05/06	Variation 06/07
Europe / Russie	Pays-Bas	14,5	15,9	9,5 %	4,8 %
	Allemagne	51,4	55,8	8,7 %	2,3 %
	Italie	32,5	35,1	8,0 %	3,3 %
	Royaume-Uni	31,5	32,8	4,2 %	1,1 %
	Pologne*	4,7	5,6	18,6 %	15,1 %
	Rép. tchèque	2,6	3,1	20,9 %	7,1 %
	Hongrie	2,3	2,7	16,3 %	3,4 %
	Russie	3,4	4,7	40,1 %	20,4 %
	Amérique du Nord	Etats-Unis	25	26,3	5,5 %
Canada		2,4	2,8	13,6 %	-2,0 %
Amérique latine	Mexique	1,7	1,7	1,2 %	16,1 %
	Brésil	2,2	2,6	14,6 %	21,1 %
Afrique	Maroc	3	3,2	6,7 %	10,3 %
	Algérie	4,7	4	-13,6 %	4,2 %
	Tunisie	2,6	3	16,1 %	7,2 %
Asie	Afrique du Sud	1,9	1,7	-9,6 %	-4,4 %
	Japon	5,4	5,7	5,2 %	1,8 %
	Chine	5,8	8,1	39,3 %	10,7 %
	Corée du Sud	2,4	2,9	21,2 %	8,3 %
	Inde	1,8	2,6	42,5 %	30,8 %
	Thaïlande	1,6	0,8	-53,3 %	45,6 %
	Malaisie	1,1	1,4	27,3 %	2,0 %
	Taïwan	2,1	1,8	-14,5 %	-7,4 %
	Proche et Moyen-Orient	Israël	1	1,1	3,1 %
Turquie		4,7	5,2	11,7 %	-0,9 %
Total Monde		352,7	384,9	9,1 %	2,9 %
Total 25 Pays cibles		212,3	232,1	9,3 %	2,9 %

* : Les taux de croissance des exportations vers la Pologne sont calculés en éliminant le biais estimé sur les échanges de téléphones portables observé au premier semestre de 2006, en raison d'une suspicion de fraude à la TVA sur cette catégorie de produits qui aurait artificiellement gonflé les exportations vers ce pays.

Source : Douanes et calculs DGTPE



NOS EXPORTATIONS VERS L'UNION EUROPEENNE EN 2007

Les exportations françaises vers les pays de l'Union européenne se sont élevées à environ 260 Mds€ en 2007¹, soit les 2/3 de nos exportations globales, en progression de 2,7 % par rapport à 2006, soit un rythme presque aussi soutenu que nos exportations globales (+2,9 %). Symétriquement, nos importations en provenance de l'Union européenne ont crû à un rythme plus rapide (+5,7 %), pour atteindre près de 280 Mds€. Notre déficit commercial vers les pays de l'Union européenne atteint à 16,7 Mds en 2007.

92 % de nos exportations vers l'Union européenne sont à destination de l'UE 15, pour seulement 8 % vers les 12 Nouveaux Etats Membres de l'UE (NEM).

1/ Nos exportations vers nos principaux partenaires de l'UE 15 ont été principalement soutenues par le secteur agroalimentaire

Les exportations françaises vers l'UE15 en 2007 ont progressé de 2,6% par rapport à 2006.

Vers nos « grands voisins », les exportations françaises ont évolué de façon hétérogène : elles ont été particulièrement bien soutenues vers le Bénélux (Pays-Bas : +4,8 %, Belgique-Luxembourg : +3,9 %) et l'Italie (+3,3 %), mais plus atones vers l'Allemagne (+2,3 %), voire décevantes vers le Royaume-Uni (+1,1 %) et l'Espagne (-0,2 %). Vers les autres pays de l'UE15, nos performances ont souvent été satisfaisantes, en particulier vers la Grèce (+15,3 %), l'Irlande (+9,0 %), la Suède (+7,1 %), la Finlande (+6,7 %) et le Portugal (+4,0 %).

- Nos ventes vers l'**Allemagne** ont donc progressé². Elles ont bénéficié de la bonne tenue des secteurs des biens intermédiaires (+7,1 %), des produits agroalimentaires (+7,0 %, notamment grâce aux *produits agricoles* : +13,8 %) et des biens de consommation (+5,2 %), grâce à nos ventes de *produits pharmaceutiques* (+10,3 %). En revanche, nos exportations dans l'industrie automobile (-5,7 %) et dans le secteur des biens d'équipement (-2,3 %) ont été décevantes.
- La progression de nos exportations vers l'**Italie** a été soutenue par l'ensemble des secteurs industriels (biens de consommation : +6,2 % ; automobile, biens d'équipement et biens intermédiaires : environ +4,5 %). Le secteur des biens d'équipement a bénéficié du doublement de nos ventes du secteur *aéronautique* et les biens de consommation de la bonne tenue de nos exportations d'*habillement, cuir* (+11,9 %) et de *produits*

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² Les données sectorielles disponibles par pays étant brutes, la ventilation sectorielle de la croissance de nos exportations est analysée en glissement annuel sur les 11 premiers mois de 2007 par rapport aux 11 premiers mois de 2006.

pharmaceutiques (+4,4 %). En revanche, nos ventes de produits agroalimentaires ont faiblement progressé (+1,5 %) et nos exportations de produits énergétiques se sont repliées de 13 %.

- Nos exportations vers le **Royaume-Uni** n'ont bénéficié que de la bonne tenue du secteur agroalimentaire (+5,3 %), l'ensemble de nos ventes dans les différents secteurs manufacturiers ayant reculé en 2007.
- Deux branches ont particulièrement pesé sur nos performances vers l'**Espagne** : l'industrie automobile (-5,1 %) et le secteur des biens d'équipement (-13,9 %), fortement touché par la baisse de nos exportations de l'industrie *aéronautique* (-28,0 %). Nos ventes de produits agroalimentaires ont en revanche été dynamiques (+8,6 %)

2/ Nos exportations vers les Nouveaux Etats Membres sont portées par les secteurs agroalimentaire et automobile³

Nos exportations vers les Nouveaux Etats Membres de l'Union européenne ont été très dynamiques (+13,2 %), principalement grâce à la vigueur de nos ventes vers la Slovaquie (+67,8 %), la Pologne (+15,1 %) et certains pays baltes (Lituanie : 22,9 % et Lettonie : 21,9 %). Le chiffre particulièrement élevé pour la Slovaquie a été permis par des ventes très dynamiques dans le secteur de la *construction automobile* (+153 %).

Globalement dans l'ensemble de la zone, la croissance de nos exportations vers les Nouveaux Etats Membres a été particulièrement dynamique dans le secteur agroalimentaire (+29,8 %), grâce à la bonne tenue de nos ventes de *vins et spiritueux* (+50,7 %), et dans l'industrie automobile (+17,6 %), soutenue par nos bonnes performances dans la *construction automobile* (+20,9 %). Nos exportations de biens d'équipement se sont également bien portées (+14,8 %³), principalement grâce aux *équipements mécaniques* (+17,8 %).

³ Les taux de croissance des exportations vers les Nouveaux Etats Membres sont calculés en éliminant le biais estimé sur les échanges de téléphones portables observé au premier semestre de 2006, en raison d'une suspicion de fraude à la TVA sur cette catégorie de produits qui aurait artificiellement gonflé les exportations vers ces pays, en particulier la Pologne.

ANNEXE

Exportations de la France vers l'Union européenne

Données FAB hors matériel militaire, données brutes estimées en Mds d'euros

	2005	2006	Variation 05/06	Variation 06/07*	Poids en 2007
Allemagne	51,4	55,8	8,7 %	2,3 %	22 %
Espagne	36	38,1	5,7 %	-0,2 %	15 %
Italie	32,5	35,1	8,0 %	3,3 %	14 %
Royaume-Uni	31,5	32,8	4,2 %	1,1 %	13 %
Belgique Luxembourg	28,5	30,6	7,2 %	3,9 %	12 %
Pays-Bas	14,5	15,9	9,6 %	4,8 %	6 %
Suède	4,4	5,1	14,0 %	7,1 %	2 %
Portugal	4,7	4,9	3,5 %	4,0 %	2 %
Grèce	3,1	3,3	4,5 %	15,3 %	1 %
Autriche	3,4	3,7	7,0 %	-0,8 %	1 %
Irlande	2,8	2,7	-4,1 %	9,0 %	1 %
Danemark	2,6	2,9	10,0 %	-1,2 %	1 %
Finlande	1,7	1,9	9,6 %	6,7 %	1 %
UE 15	217,3	232,7	7,1 %	2,6 %	92 %
<i>Les 5 principaux NEM :</i>					
Pologne**	4,7	5,6	18,6 %	15,1 %	2 %
République tchèque	2,6	3,1	21,0 %	7,1 %	1 %
Hongrie	2,3	2,7	16,4 %	3,4 %	1 %
Roumanie	2	2,3	16,6 %	7,9 %	1 %
Slovaquie	0,8	1,1	33,3 %	67,8 %	1 %
Ensemble des NEM**	15,7	18,5	18,0 %	13,1 %	8 %
Union européenne	233	252,9	8,5 %	2,7 %	

* Variation en glissement annuel sur 11 mois

** Hors biais téléphones portables en 2006

Source : Douanes et calculs DGTPE



ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES DE L'OCDE DEPUIS 1990

Cinquième exportateur mondial de marchandises et au second rang européen, la France a des parts de marché qui se tassent depuis le début des années 1990, à l'image de ses partenaires de l'OCDE, exception faite de l'Allemagne. Cette évolution est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges de marchandises -avec la Chine accédant notamment aux premiers rangs-, mais elle reflète aussi l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins dynamique de nos exportateurs.

En volume, la part de marché par rapport à nos partenaires de l'OCDE baisserait encore très légèrement en 2007, poursuivant le mouvement d'érosion subi depuis 2002 sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix.

1/ En valeur, la part de marché de la France dans le commerce mondial de marchandises, comme celle des autres pays de l'OCDE, a décru depuis le début des années 1990, l'Allemagne étant la seule à enregistrer à nouveau des gains depuis 2000 (cf. graphique 1 et tableau 1 en annexe).

Selon les données disponibles du FMI (7 premiers mois de 2007), la part de marché mondial en valeur de la France s'est stabilisée début 2007, aux alentours de 4 %.

Sur une plus longue période, la part de marché mondial en valeur de la France (définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales) affiche depuis le début des années 1990 un fléchissement commun à la plupart de ses partenaires de l'OCDE. La France occupe depuis 2004 le 5^e rang des exportateurs de marchandises - après avoir occupé la 4^e place jusqu'en 2002 - derrière l'Allemagne, les États-Unis, la Chine et le Japon. La Chine a accédé en 2004 au 3^e rang après avoir supplanté successivement le Royaume-Uni, la France puis le Japon.

L'érosion tendancielle des positions françaises par rapport à 1990 n'apparaît pas principalement liée à un problème de compétitivité vis-à-vis des autres pays de l'OCDE (cf. fiche "Evolution de la compétitivité de la France"). La baisse tendancielle de notre part de marché en valeur résulte davantage de la part croissante des échanges mondiaux réalisés par les pays émergents, du fait de leur insertion progressive dans le commerce international. De fait, la plupart des pays industrialisés perdent tendanciellement des parts de marché, à l'exception de l'Allemagne qui enregistre de nouveau des gains depuis 2000.

De plus, l'interprétation de la part de marché en valeur est rendue délicate à court terme par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondial en valeur d'un pays reflètent non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques, mais aussi la variation des prix des marchandises échangées : l'effet de valorisation des échanges, qui incorpore les fluctuations des différentes monnaies et l'évolution des prix mondiaux des marchandises échangées, réduit mécaniquement à court terme (avant que les effets compétitivité n'influent sur les volumes) la part de marché des pays dont la monnaie se déprécie, comme de ceux qui exportent plutôt des biens dont le prix relatif baisse.

Ainsi, outre l'évolution de la part de marché en valeur, il convient d'examiner l'évolution de la part de marché en volume, qui n'est pas affectée par la variation des prix des biens et services échangés et offre un meilleur diagnostic sur les évolutions des différents pays de l'OCDE, en plaçant la France par rapport à ses concurrents développés.

2/ En volume, la part de marché vis-à-vis de nos partenaires de l'OCDE dans les échanges de biens et services continuerait à baisser très légèrement comme depuis 2004 (cf. graphiques 2 et 3)

On dispose ici d'un indicateur de part de marché relative, rapportant les exportations de biens et services de la France à celles de ses 24 partenaires de l'OCDE.

La part de marché relative de la France en volume suit une décrue régulière depuis 2002, moins accentuée depuis 2004, principalement sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix avec l'appréciation de l'euro. Elle s'établirait fin 2007 à 6,8 %, contre 7 % fin 2006 (cf. tab. 2). Elle reste inférieure au niveau moyen observé depuis 1990, soit 7,7 %, autour duquel la part de marché de la France a enregistré des variations d'amplitude relativement modérée jusque fin 2001.

Les évolutions entre les principales économies de l'OCDE apparaissent contrastées.

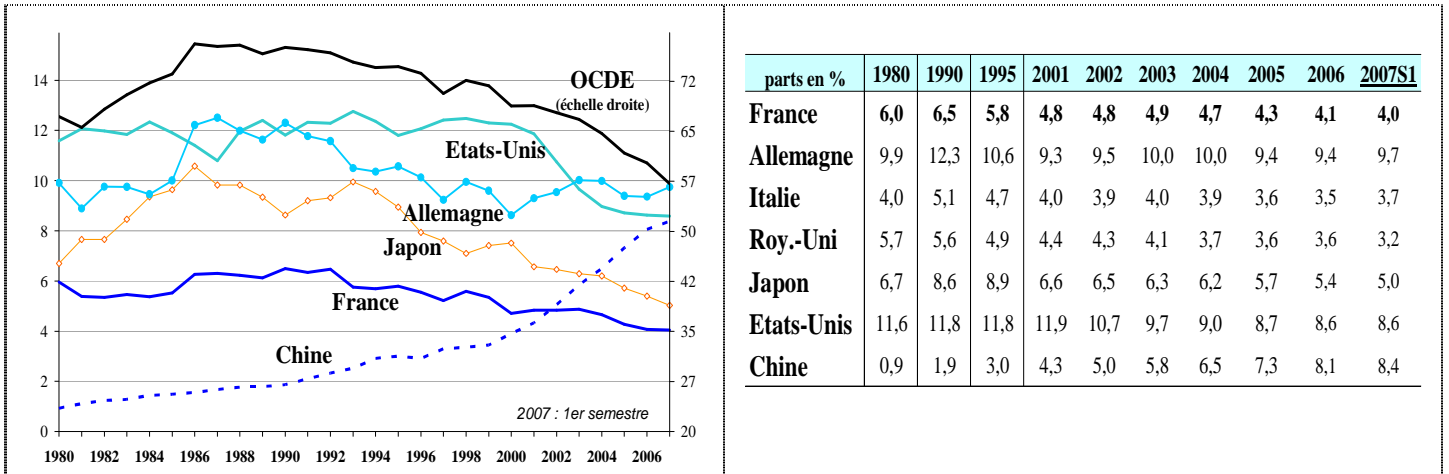
Parmi les principaux partenaires européens, l'Allemagne a connu une amélioration de sa part de marché en volume après une phase de vif décrochage entre 1991 et 1995, liée à la réunification. L'Italie est affectée par une tendance au déclin prononcée et quasi continue de sa part de marché depuis plus de dix ans. La position de l'Espagne s'est améliorée en perspective historique, en particulier au long des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne en 1986, mais a cependant marqué une inflexion en 2003, en lien avec la dégradation de la compétitivité.

La part de marché en volume du Royaume-Uni enregistre une tendance baissière quasi-continue sur le long terme, et celle des Etats-Unis, en repli de 1996 à 2002 connaît une progression depuis. Dans le cas du Japon, la nette amélioration observée depuis 2001 traduit un retournement par rapport à la dégradation enregistrée continûment sur le long terme, reflétant le redressement sensible de la compétitivité japonaise depuis plus de cinq ans, qui repose sur le change mais également sur les efforts réalisés en matière de coûts salariaux.

Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs

(exportations de marchandises, en %) :

Gr. 1 et tab. 1 : principaux exportateurs OCDE et Chine

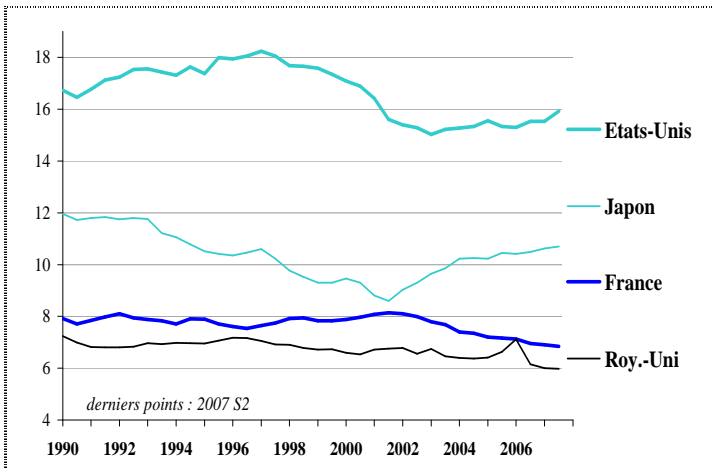


Exportations de marchandises du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur.
Sources : données FMI, calculs DGTPE. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

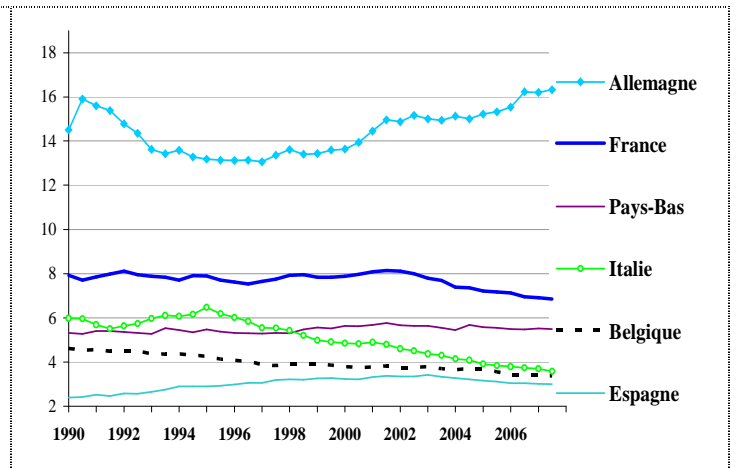
Parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires OCDE

(exportations de biens et services, en %) :

Gr. 2 : France et principaux pays OCDE



Gr. 3 : France et principaux pays Zone euro



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base)

Source : données OCDE, calculs DGTPE.

Tab. 2 : France et principaux pays OCDE

parts en %	1980	1990	1995	2002	2003	2004	2005	2006	2007S1	2007S2
France	8,5	7,8	7,8	8,0	7,7	7,4	7,2	7,0	6,9	6,8
Allemagne	14,7	15,2	13,2	15,0	15,0	15,1	15,3	15,9	16,2	16,3
Italie	6,2	6,0	6,3	4,6	4,3	4,1	3,9	3,8	3,7	3,7
Roy.-Uni	8,2	7,1	7,0	6,7	6,6	6,4	6,5	6,6	6,0	6,0
Japon	12,3	11,8	10,5	9,2	9,8	10,2	10,3	10,5	10,6	10,7
Etats-Unis	15,8	16,6	17,7	15,3	15,1	15,3	15,4	15,4	15,5	15,9

Avertissement : les résultats concernant les parts de marché relatives en volume présentés dans cette note se fondent généralement sur des estimations provisoires jusqu'au 3e trimestre 2007 et des prévisions concernant le 4e trimestre 2007